

Les subsides

M. Evans: Le député lance des attaques sur tellement de fronts à la fois qu'il faudrait au moins une journée entière pour relever toutes ses sottises et ses erreurs. Ce qu'il faut savoir—et mes collègues économistes américains l'ont démontré—c'est que les États-Unis se nourrissent de l'épargne des autres pays. Les économistes américains affirmeront volontiers que les États-Unis sont incapables de produire des fonds pour financer leur croissance et leur expansion. Ils imposent donc des taux d'intérêt élevés aux autres pays, des taux plus élevés que la normale, afin de financer leur propre croissance et leur consommation internes.

C'est justement de ce problème qu'ont discuté le ministre des Finances et les ministres de la Communauté économique européenne et ils s'en sont plaints aux Américains eux-mêmes depuis six à neuf mois. Voilà la réalité. Si le député ne comprend pas de quoi nous parlons, s'il est convaincu qu'il existe une politique que nous pourrions appliquer sans douleur pour isoler le Canada du reste du monde, c'est qu'il n'a pas les pieds sur terre. De toute évidence, il sait qu'il a recours à une supercherie. D'une façon générale, il induit les Canadiens en erreur. Je suis certain que le député de Saint-Jean-Ouest, à l'étage supérieur, suit le débat à la télévision et se dit: «Le député de Mississauga-Sud fait une autre de ses sorties politiques, car nous savons tous les deux que si nous étions au pouvoir, nous adopterions une politique presque identique à celle du gouvernement».

● (1720)

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. Cela met fin à la période de questions. Continuons le débat. Le député de Hamilton Mountain (M. Deans).

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'ai l'impression que le débat d'aujourd'hui n'est que du rabâchage. J'ai parlé de ce sujet si souvent que cela devient ennuyeux et répétitif. A mon avis, c'est la question qui préoccupe le plus les Canadiens à l'heure actuelle. C'est la cause de la plupart de nos difficultés économiques. C'est une des raisons, sinon la seule, pour lesquelles il y a tant de chômage. Ce fut la pierre d'achoppement du secteur agricole. C'est à cause de cela que les petites entreprises ont fait faillite comme jamais auparavant depuis cent ans. Ce problème a brisé les rêves de beaucoup de Canadiens et de nombreuses familles qui ont essayé de préparer leur avenir de leur mieux.

D'après le député d'Ottawa-Centre (M. Evans), la politique du gouvernement n'est pas de maintenir les intérêts à des taux élevés. J'ai entendu ce refrain à maintes reprises depuis quatre ans. Le gouvernement n'essaie peut-être pas d'attiser la flamme des taux d'intérêt, mais c'est sûrement à cause de lui que les Canadiens sont forcés de payer des taux d'intérêt aussi élevés.

Tout le monde répète que les taux d'intérêt élevés sont le résultat de la politique qui a été établie par le gouvernement des États-Unis. A suivre le débat, on a l'impression que nous ne pouvons rien faire, que notre lot est de subir cette politique, qu'en tant que nation indépendante, nous ne pouvons vraiment

rien entreprendre, ou si peu, du point de vue législatif ou économique, pour améliorer notre sort. Les taux d'intérêt au Canada ont dans une large mesure suivi le mouvement à la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Mon collègue le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) avait tout à fait raison de dire que nos taux d'intérêt ne suivent plus ceux des États-Unis, qu'ils les précèdent. Depuis quelque temps, ils mènent sur ceux des États-Unis. Les taux d'intérêt sont le principal instrument dont le gouvernement libéral s'est servi pour renforcer ou du moins stabiliser la valeur du dollar par rapport à la devise américaine.

Chaque fois que nous posons la question, nous avons droit à la même réponse: il n'y a rien à faire. Franchement, je n'accepte pas cela. Je reconnais que toute action que nous pourrions entreprendre serait difficile et grosse de conséquences, mais la politique que nous appliquons à l'heure actuelle l'est aussi. Je suis certain d'une chose, et c'est qu'aucune mesure que nous pourrions prendre pour faire baisser les taux d'intérêt ne pourrait entraîner des conséquences aussi néfastes pour les familles canadiennes que la politique actuelle du gouvernement, qui consiste à emboîter automatiquement le pas aux décisions prises par les autorités des États-Unis.

Je ne prononce pas un discours anti-américain. Je veux que ce soit bien clair. En toute franchise, je me fiche pas mal de la politique que les Américains peuvent suivre aux États-Unis. Je crois que si le gouvernement des États-Unis décide de pratiquer une politique quelconque qu'il estime conforme aux intérêts des Américains, cela ne me regarde pas. Cependant, je m'insurge quand je constate que nous, Canadiens, n'avons ni la volonté ni même le désir d'essayer de suivre notre propre voie qui nous permettrait d'atteindre à l'avenir une certaine autonomie sur le plan financier et économique.

Tant que nous nous contenterons d'emboîter le pas aux Américains, nous serons condamnés à subir des situations de ce genre. Si nous lions nos taux d'intérêt, et par conséquent toute notre économie, nos emplois, notre capacité d'offrir des logements convenables à nos citoyens et un financement à des taux raisonnables à nos petites entreprises et à nos agriculteurs, si nous lions tout cela aux décisions qui sont prises aux États-Unis, les conséquences ne peuvent être que déplorables. Si les Américains gèrent mal leur économie, c'est nous qui en souffrons, et si nous prenons de mauvaises décisions, c'est encore nous qui en subissons les conséquences. C'est inacceptable. Je ne me suis pas fait élire au Parlement pour accepter aveuglément une politique qui nous est dictée par les États-Unis. Et je ne me suis pas non plus fait élire pour essayer de satisfaire, année après année, les demandes des États-Unis, qui ne cessent d'exiger de nouveaux capitaux, comme ils continueront certainement de faire à l'avenir.

Je sais, aussi vrai que je suis ici, que les Canadiens seraient prêts, au besoin, à prendre certaines décisions et à subir certaines conséquences à court terme, s'ils avaient l'assurance que le gouvernement avait un plan qui nous permettrait d'éviter, dans toute la mesure du possible, de subir les conséquences des fluctuations qui continuent d'ébranler les États-Unis à cause d'un gouvernement qui a perdu la tête.